

Nations Unies
ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

QUARANTE-TROISIÈME SESSION

Documents officiels*



PREMIERE COMMISSION
3e séance
tenue le
lundi 17 octobre 1988
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA 3e SEANCE

Président : M. ROCHE (Canada)

SOMMAIRE

DECLARATION DU PRESIDENT

DEBAT GENERAL SUR TOUTES LES QUESTIONS RELATIVES AU DESARMEMENT

*Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.1/43/PV.3
20 octobre 1988

FRANCAIS

La séance est ouverte à 10 h 15.

DECLARATION DU PRESIDENT

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous avons eu une très bonne réunion d'organisation mercredi après-midi, et le programme de travail adopté à l'unanimité est à la disposition des représentants dans le document A/C.1/43/2. Conformément à ce programme de travail, je propose maintenant d'ouvrir le débat général, mais attire l'attention sur le fait que, comme indiqué dans le document, la liste des orateurs pour le débat général sur tous les points de l'ordre du jour relatifs au désarmement sera close demain mardi 18 octobre, à 18 heures. Les délégations qui ne l'ont pas encore fait sont invitées à se faire inscrire au cours de cette réunion.

Avant de donner la parole au premier orateur inscrit ce matin, je vais prononcer quelques mots en tant que président de cet organe.

C'est un grand honneur pour le Canada que de se voir confier la responsabilité de présider cette importante commission de l'Assemblée générale. C'est seulement la deuxième fois dans l'histoire des Nations Unies que nous en avons l'occasion. Je ferai de mon mieux pour être à la hauteur de la confiance que vous avez placée en moi, et j'espère que ce sera une session très fructueuse.

En vue d'assumer cette responsabilité, j'ai récemment achevé toute une série de consultations dans différentes capitales, à la Conférence du désarmement à Genève et ici, à New York. Mes impressions sont très positives. Malgré la déception bien compréhensible suscitée par l'issue de la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement, le désir manifeste d'avancer ensemble et de travailler à l'amélioration de l'efficacité de la Première Commission était évident. En fait, j'ai constaté un profond sentiment d'optimisme quant au fait que la Première Commission avait cette année une remarquable occasion de faire avancer sensiblement les questions de la limitation des armements et du désarmement dans le monde.

Il me semble que le monde se trouve aujourd'hui à un tournant. Nous sommes à l'aube d'une ère nouvelle et trois facteurs, d'après moi, l'expliquent. Tout d'abord, il y a les rencontres au sommet de Washington et Moscou entre le Président Reagan et le Secrétaire général Gorbatchev, qui ont mis en évidence les progrès accomplis par les Etats-Unis et l'Union des Républiques socialistes soviétiques dans l'amélioration de leurs relations, notamment dans le domaine des accords sur la

Le Président

limitation des armements et le désarmement. Grâce au Traité conclu entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, les superpuissances procèdent à la destruction de toute une catégorie d'armes nucléaires. Un accord en vue de détruire un nombre considérable d'armes stratégiques ne devrait pas tarder.

Le Président

De toute évidence, les deux superpuissances ne sont pas au bout de leurs peines, mais il y a déjà beaucoup de travail accompli. L'espoir de voir d'importants progrès dans ce domaine est donc justifié.

Deuxièmement, la situation des conflits régionaux a considérablement évolué au cours de l'été, en Iran-Iraq, en Afghanistan, en Namibie, à Chypre et dans le Sahara occidental, pour ne nommer que les principales régions. Cette évolution positive est l'aboutissement de l'activité diplomatique que les Nations Unies ont menée au fil des ans. Récemment, l'attribution du prix Nobel de la paix aux forces de maintien de la paix de l'ONU est venue confirmer, à juste titre, le rôle critique des Nations Unies dans ce processus.

Troisièmement, les Nations Unies jouissent aujourd'hui d'un respect renouvelé, lequel a suscité en retour un nouveau sentiment d'assurance au sein même des Nations Unies. Le monde a besoin du leadership dynamique et pragmatique des Nations Unies pour mettre fin aux conflits régionaux. Comme l'a souligné il y a quelques jours le Secrétaire général, Javier Pérez de Cuéllar : "Aujourd'hui, les Nations Unies ont toutes les raisons d'être fières. Nous avons assisté à la justification du concept de multilatéralisme". La quarante-troisième session de l'Assemblée générale revêt donc une importance particulière parce que nous avons maintenant la chance de démontrer, grâce à des résolutions axées sur des résultats concrets, comment il est possible de resserrer les relations internationales.

Ce nouveau climat offre à notre commission une occasion remarquable. Nous devons saisir - et exploiter - la situation en nous exprimant comme jamais auparavant d'une seule voix. Les résolutions contradictoires doivent céder le pas à un plus grand nombre de résolutions exprimant un consensus. Bien entendu, nous ne pouvons espérer un consensus lorsque de profondes divisions demeurent. Mais il y a déjà entente dans un certain nombre de secteurs et je crois que nous pouvons mettre à profit cette base commune pour renforcer les négociations bilatérales et multilatérales. Je pense, entre autres, à la nécessité de réduire de façon draconienne les armes nucléaires, à la réduction des forces conventionnelles, à l'adoption d'une convention sur les armes chimiques, à la protection du régime de non-prolifération, à la limitation des essais, à la vérification et au respect des accords.

Le Président

Ces thèmes sont l'expression logique de ce que le Secrétaire général a décrit comme "un certain nombre d'éléments importants (qui) ont été acceptés" dans le cadre de la troisième session extraordinaire sur le désarmement. Voici les fondements de cette nouvelle position commune de notre commission :

"Le désarmement ne relève pas de la responsabilité exclusive des deux Etats les plus puissants; il est l'affaire de tous les Etats.

Le désarmement nucléaire doit certes demeurer la préoccupation primordiale, mais le désarmement classique a pris une importance et une urgence nouvelles.

L'aspect qualitatif de la course aux armements doit être abordé parallèlement à l'aspect quantitatif.

Les besoins en matière de sécurité nationale doivent être remplacés dans le contexte plus large des préoccupations internationales.

Les efforts faits pour parvenir au désarmement et à la limitation des armements doivent être liés à ceux qui visent à régler les différends, à accroître la confiance et à favoriser le développement économique et social.

Les mécanismes de désarmement existants peuvent et doivent être mieux utilisés." (A/43/1, p. 14)

Il est vrai qu'il n'a pas été possible de réunir tous ces éléments dans un document final à la troisième session extraordinaire. Mais, il n'en demeure pas moins que de réels progrès ont été accomplis sur le plan de la compréhension internationale. Nous pouvons - nous devons - faire fond sur les résultats positifs de la session extraordinaire. Autrement dit, la tâche qui attend la Première Commission est la suivante : donner corps aux espoirs suscités par les traités sur les FNI. Il y a aujourd'hui un nouveau mouvement en faveur du désarmement, alors que la course aux armements était auparavant immuable. Comme il a été noté à la session extraordinaire, "le moment est venu de rompre le cercle vicieux de la méfiance, de l'accroissement des arsenaux, de la rivalité militaire et de la peur réciproque, et de rechercher la sécurité pour tous".

Nous disposons pour nous aider de deux rapports récents et importants du Secrétaire général qui expriment le consensus de deux groupes d'experts de réputation internationale. Le premier "L'étude des effets climatiques et autres effets planétaires d'une guerre nucléaire", fait observer :

"On dispose désormais de preuves scientifiques probantes qu'une guerre nucléaire de grande ampleur comporterait un risque majeur de perturbation de l'environnement au niveau mondial." (A/43/351, par. 22)

Le Président

Le deuxième, "L'étude des conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires" souligne :

"Dans les années 80, la course aux armements non seulement s'est poursuivie, en particulier sur le plan qualitatif, sans perdre de son intensité, mais en fait s'est élargie et s'est accélérée." (A/43/358, par. 171)

Les deux rapports ne tarissent pas de détails sur les répercussions économiques et environnementales de l'accumulation constante d'armements. Ils ne doivent pas être relégués aux oubliettes. Nous devons y donner suite, avec la conscience commune de leur caractère urgent. Car il devient manifeste que des menaces à la fois militaires et non militaires mettent en cause la sécurité, et qu'il faut appliquer de toute urgence des solutions coopératives aux problèmes mondiaux de nature sociale, humanitaire, économique et écologique.

Au cours de mes consultations, la mise en oeuvre de la résolution 42/42 N, visant à rationaliser les activités de la Première Commission, a fait l'objet d'un appui général. Je tiens à souligner le travail exceptionnel que mes prédécesseurs ont accompli en guidant avec succès la Commission dans cette voie. Grâce à leurs efforts, nous sommes maintenant en mesure de regrouper en un seul débat la discussion générale et les débats particuliers, de rapprocher l'échéance pour la présentation des projets de résolution et d'allouer plus de temps de consultation pour les fusions, le cas échéant. De fait, en vertu du programme de travail adopté à la réunion organisationnelle, le temps de consultation sera augmenté de 25 %.

Le Président

Conformément à la résolution 42/42 N, j'ai l'intention également de rationaliser l'ordre du jour. Ce dernier comprend maintenant 26 points principaux et 35 points secondaires, lesquels ont augmenté de façon désordonnée et ne suivent pas une séquence logique. S'il est vrai que le désarmement tient à une volonté politique plus ferme, le travail rationnel tient à un ordre du jour amélioré. J'ai donc l'intention de convoquer pour 15 heures cet après-midi la première réunion à composition non limitée des Amis du Président, afin d'entreprendre les discussions sur la façon de restructurer l'ordre du jour et d'apporter d'autres améliorations. Je ferai rapport régulièrement au sujet de ce travail, et j'espère qu'il sera ensuite possible à la Commission de soumettre une recommandation au Bureau.

Les prochaines semaines s'annoncent occupées, mais je trouve que l'atmosphère qui règne ici aujourd'hui est des plus encourageantes. Je me sens également en confiance à cause de la grande compétence du Département des affaires de désarmement, que j'aimerais voir renforcé en ce moment critique où l'on attend davantage des Nations Unies à ce chapitre. A mon avis, le rôle des Nations Unies en matière de désarmement devrait être inséparable de son rôle dans les affaires mondiales.

Enfin, je me sens personnellement motivé par l'esprit de collaboration que vous apportez à nos efforts mutuels - et j'en profite ici pour vous demander d'observer l'article 110, en vertu duquel vous devez vous abstenir de féliciter le Président dans vos allocutions. Nous pourrions de cette façon épargner du temps - à cet égard, profitons-en pour commencer nos discussions à temps. Nous avons du pain sur la planche. Bonne chance à tous.

POINTS 52 à 69, 139, 141 et 145 DE L'ORDRE DU JOUR

DEBAT GENERAL SUR TOUTES LES QUESTIONS RELATIVES AU DESARMEMENT

M. GARCIA ROBLES (Mexique) (interprétation de l'espagnol) : Monsieur le Président, avant de commencer ma déclaration, je voudrais, au nom de la délégation du Mexique, vous féliciter et vous dire combien nous sommes satisfaits de votre élection unanime à la présidence de la Première Commission de l'Assemblée générale qui est chargée des questions importantes du désarmement et de la sécurité internationale. Nous sommes doublement heureux que cela se soit produit au moment où l'Assemblée va examiner le rapport sur le dixième anniversaire de la Conférence du désarmement. Dans le Document final, celle-ci avait été désignée comme seul organe multilatéral de désarmement. Vous pouvez bien sûr compter sur la coopération sans réserve de ma délégation dans l'accomplissement de vos importantes fonctions.

M. Garcia Robles (Mexique)

Nos félicitations s'adressent aussi à votre prédécesseur, le Représentant permanent du Zaïre, l'Ambassadeur Bagbeni Adeito Nzengeya, au Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, M. Akashi, au Secrétaire général de la Conférence du désarmement, l'Ambassadeur Komatina, ainsi qu'aux autres membres du Bureau et au Secrétaire de la Première Commission, M. Kheradi.

Dans une déclaration comme celle que je vais faire, il serait impossible de traiter des nombreuses questions confiées à notre commission. Je me contenterai donc d'en examiner trois seulement, qui, à mon avis, méritent une attention particulière de la part de l'Assemblée générale, en l'occurrence l'interdiction des essais d'armes nucléaires, l'élaboration d'une convention sur l'élimination des armes chimiques et un programme général de désarmement.

La première de ces questions, c'est-à-dire l'interdiction des essais d'armes nucléaires, est une question que l'on examine depuis plus de 30 ans et sur laquelle l'Assemblée a approuvé plus de 50 résolutions. Elle occupe à juste titre la première place dans l'ordre du jour de la Conférence du désarmement. L'Assemblée, on s'en souviendra, a adopté l'année dernière la résolution 42/26 A, par laquelle elle a réaffirmé sa conviction que :

"... la conclusion d'un traité ayant pour objet d'interdire à tout jamais et pour tous les Etats toutes les explosions nucléaires expérimentales revêt la plus haute priorité." (résolution 42/26 A, par. 2)

et qu'un tel traité :

"... constituerait une contribution de la plus haute importance à la cessation de la course aux armements nucléaires." (ibid., par. 3)

Malheureusement, l'appel lancé dans cette résolution aux trois puissances dépositaires du Traité de Moscou et du Traité sur la non-prolifération pour qu'elles encouragent au sein de la Conférence du désarmement au début de la session de 1988 la création d'un :

"... comité spécial en vue de la négociation multilatérale d'un traité sur la cessation complète des explosions nucléaires expérimentales." (ibid. par. 5) n'a pas été entendu. C'est encore plus difficile à comprendre quand on pense que ce que l'Assemblée demande de façon réitérée aux Etats dépositaires du Traité n'est pas quelque chose qu'ils sont libres de faire ou de ne pas faire. Ces Etats sont tout simplement priés de s'acquitter d'obligations qui peuvent être considérées comme juridiquement contraignantes. En effet, au onzième alinéa du préambule du Traité, il est dit que les parties ont exprimé :

M. Garcia Robles (Mexique)

"... leur détermination de chercher à assurer l'arrêt de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires à tout jamais." (résolution 2373 (XXII), Annexe)

et leur détermination de :

"... poursuivre les négociations à cette fin." (ibid.)

Un peu plus loin, dans la partie finale du paragraphe 1 de l'article premier, qui déclare qu'il est interdit de se livrer à la plupart des explosions d'essais d'armes nucléaires, on ajoute qu'il

"s'entend sans préjudice de la conclusion d'un traité qui aboutirait à l'interdiction permanente de toutes les explosions nucléaires, y compris toutes les explosions souterraines, conclusion à laquelle, comme les Parties l'ont déclaré dans le Préambule du premier Traité, elles s'efforcent de parvenir." (ENDC/100/Rev.1)

M. Garcia Robles (Mexique)

"Aucun accord multilatéral n'aura de plus grand effet sur la limitation du raffinement plus poussé des armes nucléaires. Un traité d'interdiction complète des essais sera l'épreuve décisive de la volonté réelle de poursuivre un désarmement nucléaire." (A/39/PV.97, p. 113)

Comme je l'ai déjà dit, la deuxième des questions que je voudrais examiner brièvement dans la présente intervention est celle des négociations tendant à aboutir à l'élaboration d'une convention en vue de l'élimination des armes chimiques ou, pour utiliser la terminologie officielle, d'une convention sur l'interdiction complète et efficace "de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes chimiques et sur leur destruction", tâche que poursuit opiniâtrement la Conférence du désarmement et à laquelle participe activement ma délégation.

En premier lieu, je soulignerai un point qui, à mon avis, constitue l'une des plus grandes réalisations de l'année, à savoir l'inclusion dans le texte du projet de convention des dispositions relatives aux installations de production d'armes chimiques. Leur définition à l'article 2, l'engagement non équivoque de les détruire qui figure dans l'article 1 ainsi que les mesures détaillées envisagées dans l'article 5 et son annexe, combleront une lacune importante qui subsiste depuis de nombreuses années dans les travaux réalisés. Il reste encore quelques questions en suspens, comme la définition précise des méthodes de destruction, mais l'on dispose déjà de bases solides.

L'accord relatif aux installations de fabrication d'armes chimiques est, avant tout, le résultat d'intenses négociations bilatérales entre l'Union soviétique et les Etats-Unis. Cela prouve, sans aucun doute, que lorsque la volonté politique nécessaire existe, on peut résoudre jusqu'aux problèmes les plus difficiles. Nous souhaitons que ce principe s'applique à d'autres parties de la convention.

L'on a également étudié en détail le processus à suivre à la suite d'une inspection par mise en demeure. L'imposition de sanctions obligatoires, telles que des restrictions commerciales, par exemple par tous les Etats parties, en cas de violation, constituerait, selon nous, une meilleure garantie de respect que l'intervention hypothétique du Conseil de sécurité, que son veto pourrait empêcher d'agir.

M. Garcia Robles (Mexique)

En ce qui concerne l'assistance qu'apporteraient les parties à la victime d'une attaque chimique, il n'a pas encore été accepté qu'elle se fasse automatiquement et elle doit toujours être subordonnée à la décision qu'adopte le Conseil exécutif à cet égard. En outre, même si celui-ci estime une telle assistance nécessaire et justifiée, elle ne devient pas obligatoire pour autant. Les Etats sont libres d'en décider.

M. Garcia Robles (Mexique)

La coopération économique et technique dans le domaine de la chimie revêt une grande importance pour les pays en développement comme le Mexique qui, en outre, ne possèdent pas d'armes chimiques et n'ont pas l'intention d'en acquérir. C'est pourquoi ma délégation considère qu'on ne saurait prétendre utiliser la Convention pour entraver les activités pleinement pacifiques ou parfaitement légitimes. Voilà, à notre avis, l'approche qu'il faut adopter dans l'article XI, dont la rédaction a beaucoup progressé, malgré les malentendus et la méfiance.

Grâce aux efforts patients et tenaces du Président du Comité spécial, l'Ambassadeur Sujka, de la Pologne, on a cette année commencé à élaborer ce qu'on appelle les clauses finales de la Convention ayant un rapport avec les autres accords internationaux, les amendements, l'entrée en vigueur et les réserves. Je voudrais exposer brièvement quelques problèmes qui ont surgi à cette étape très préliminaire des négociations.

Je mentionnerai d'abord la relation entre la future convention et le Protocole de Genève de 1925. Comme chacun le sait, ce dernier interdit uniquement l'emploi d'armes chimiques et ses dispositions à cet égard ont été très affaiblies par les graves réserves formulées par beaucoup de ses signataires : dans la pratique, c'est un accord qui interdit l'utilisation, en premier, de ces armes.

On espère que la Convention ira au-delà en interdisant entièrement l'emploi des armes chimiques dans toutes les circonstances. Voilà le voeu de la majorité écrasante de la communauté internationale. La relation avec le Protocole devrait se limiter à reconnaître son autorité et son importance, tout en reconnaissant qu'il est nécessaire d'élargir l'interdiction de l'emploi de ces armes.

Cela semble facile, mais ne l'est pas, parce que les Etats qui se sont réservé le droit d'user de représailles en vertu de ce protocole ne sont pas disposés à y renoncer, sans compter qu'ils demandent que ce droit soit reconnu expressément dans la Convention. Nous ne pouvons accéder à leur demande. Il faut continuer d'interdire absolument l'emploi des armes chimiques. Si nous reconnaissons que le Protocole de Genève est suffisant, pourquoi faut-il entreprendre la négociation d'une Convention aussi vaste que celle que nous avons l'intention d'élaborer?

Enfin, en ce qui concerne la possibilité de formuler des réserves sur les dispositions de la Convention, ma délégation préconise à cet égard une interdiction totale. Les Etats d'Amérique latine ont pris cette décision en ce qui concerne le Traité de Tlatelolco, et c'est ce régime qui nous paraît le plus approprié pour éviter d'affaiblir ou de modifier les obligations souscrites.

M. Garcia Robles (Mexique)

Le Mexique, comme chacun sait, ne possède pas d'armes chimiques. Il est partie au Protocole de Genève depuis 1932; il n'a formulé aucune réserve sur ses dispositions et s'inquiète de l'affaiblissement de cette norme fondamentale par l'emploi répété d'armes chimiques.

Ma délégation se félicite des paroles prononcées devant l'Assemblée générale par le Président de la France, le 29 septembre dernier :

"Dès maintenant la France se déclare prête à renoncer à toute possibilité de produire des armes chimiques, à partir de l'entrée en vigueur de la future convention." (A/43/PV.10, p. 12)

A notre avis, ces paroles prononcées au plus haut niveau signifient que la France, ayant écouté la voix de la raison, renonce à son idée de posséder des arsenaux de sécurité, qui est si contraire à l'esprit et à la lettre du projet de convention. Ce changement radical de position est tout à l'honneur de la France et nous espérons qu'il se traduira par des faits concrets quand le Comité sur les armes chimiques reprendra ses travaux.

Pour terminer l'examen de cette question, ma délégation souligne qu'il est nécessaire que chacun de nous reconnaisse combien il est urgent d'aboutir aux résultats que nous recherchons depuis tant d'années. Devant la menace réelle de l'arme chimique et les dangers qu'elle pose, il est maintenant impérieux de conclure cette convention. Nous n'accepterons ni accords partiels ni mesures provisoires. De sérieux problèmes devront être réglés avant que la Convention puisse devenir réalité et que la Conférence du désarmement puisse remettre à l'Assemblée générale les premiers fruits de ses travaux. Il faut faire preuve de volonté politique : nous ne pouvons nous permettre de remettre indéfiniment l'élimination totale des armes chimiques.

Je vais aborder maintenant le troisième et dernier point que, comme je l'ai indiqué, je veux examiner dans le cadre de cette intervention. Il s'agit du point intitulé "Programme général de désarmement" que la Conférence du désarmement traite depuis 1980 par l'intermédiaire d'un Comité spécial que j'ai l'honneur de présider depuis 1981.

Le dernier rapport que le Comité spécial a présenté à la Conférence du désarmement figure intégralement dans le rapport de la Conférence à l'Assemblée générale et donne un compte rendu détaillé de tous les travaux entrepris en 1988. Il commence par présenter un bref résumé des travaux du Comité et la documentation

M. Garcia Robles (Mexique)

dont il disposait. Puis, il indique certains progrès faits en vue d'harmoniser les positions et de réduire les domaines de désaccord tout en soulignant, cependant, qu'il a été impossible dans un temps si bref, d'aboutir à un accord sur tous les points en suspens. C'est pourquoi le Comité a décidé de reprendre ses travaux au début de la session de 1989, il a la ferme intention de terminer l'élaboration du Programme pour être en mesure de le présenter au plus tard à la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale.

La brève introduction dont je viens de parler comporte une longue annexe d'environ 30 pages où l'on trouve les dispositions que le Programme pourrait contenir. Ces dispositions sont divisées en six chapitres, intitulés comme suit : Introduction, Objectifs, Principes, Priorités, Mesures de désarmement, Mécanismes et procédures.

En ce qui concerne les quatre premiers chapitres, ainsi que le sixième et le dernier, le Comité spécial a réalisé des progrès très considérables. Très peu de points restent encore en suspens en ce qui concerne l'introduction, les objectifs, les principes et les priorités, car on peut affirmer qu'il suffit de rester fidèle au Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement pour régler tous les problèmes relatifs à ces chapitres.

En ce qui concerne le cinquième chapitre concernant les mesures de désarmement, il faut tenir compte de l'adoption par les Etats-Unis et l'Union soviétique d'accords constructifs. La Déclaration commune du 8 janvier 1985 fournit un exemple éloquent de ce qui a été réalisé conjointement en vue d'arrêter et d'inverser la course aux armements et de prévenir la prolifération des armes nucléaires.

En ce qui concerne la création de zones exemptes d'armes nucléaires, on a réussi à dégager un consensus sur la majorité des éléments fondamentaux propres à la réalisation de cet objectif.

M. Garcia Robles (Mexique)

On a pu aussi définir les obligations et les responsabilités, tant des Etats dotés d'armes nucléaires que de ceux qui n'en possèdent pas, pour que le nombre des premiers n'augmente pas et pour réduire et éliminer en fin de compte les armes nucléaires. Pour ce qui est d'autres armes de destruction massive, on a convenu que tous les Etats devraient adhérer au Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, connu sous le nom de Protocole de Genève, puisqu'il a été signé dans cette ville, le 17 juin 1925. On a également convenu qu'il faut déployer tous les efforts possibles pour aboutir à une conclusion positive des négociations qui se déroulent à la Conférence du désarmement en vue d'élaborer une convention internationale qui permette l'élimination de toutes les armes chimiques; on est également d'accord sur la nécessité de conclure un traité sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes radiologiques, étant entendu qu'il faut tenir compte des négociations en cours à la Conférence du désarmement et de toutes les propositions faites à ce sujet.

On est également parvenu à une position commune sur la nécessité de poursuivre en même temps que les négociations sur les mesures de désarmement nucléaire la recherche des moyens de limitation et de réduction progressive des forces armées et des armes classiques dans le cadre des progrès vers un désarmement général et complet. A ce propos, il existe également un accord sur le fait que les Etats qui possèdent les arsenaux militaires les plus importants ont une responsabilité particulière pour ce qui est de la réduction de ces arsenaux.

On a pu parvenir à la conclusion qu'une réduction progressive des budgets militaires sur une base réciproquement convenue, notamment de la part des Etats dotés d'armes nucléaires et d'autres Etats importants sur le plan militaire, serait une mesure qui contribuerait à limiter la course aux armements et à augmenter les possibilités de réaffecter les fonds actuellement utilisés à des fins militaires au développement économique et social, notamment dans les pays en développement.

Il existe déjà un consensus sur la nécessité d'adopter de nouvelles mesures en vue d'interdire l'utilisation de techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou à d'autres fins hostiles, ainsi que de nouvelles mesures pour empêcher que la course aux armements ne s'étende aux fonds marins et océaniques, et à leur sous-sol, ainsi qu'à l'espace extra-atmosphérique.

M. Garcia Robles (Mexique)

Afin de faciliter le processus du désarmement, on s'est mis d'accord sur la nécessité d'adopter des mesures et d'appliquer des politiques visant à renforcer la paix et la sécurité internationales et à encourager la confiance entre les Etats. On a également convenu que tous les Etats Membres des Nations Unies devaient adhérer et se consacrer pleinement aux objectifs de la Charte des Nations Unies et à leur obligation de respecter de la façon la plus stricte les principes de cette charte.

On a convenu d'une façon générale de la nécessité pour les Etats Membres de faire tout leur possible pour assurer un meilleur courant d'information sur les différents aspects du désarmement, afin d'éviter la diffusion d'informations fausses ou tendancieuses concernant les armements et de se concentrer sur la diffusion aussi large que possible, dans tous les secteurs de l'opinion publique, d'informations fiables sur les dangers de l'intensification de la course aux armements et sur la nécessité d'un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace.

Il existe également un consensus sur le fait que dans les accords de désarmement et de limitation des armements il faut prévoir des mesures appropriées de vérification qui donnent satisfaction à toutes les parties intéressées, afin de créer la confiance nécessaire et de garantir que ces mesures soient observées par tous sans que cela constitue pour autant une ingérence illicite dans les affaires intérieures d'autres Etats.

Le sixième et dernier chapitre du programme général intitulé "Mécanismes et procédures", à l'exception de cinq termes relatifs à la Charte des Nations Unies, ne comporte aucun crochet. On y mentionne les trois phases - la première phase, la phase intermédiaire et la dernière phase - que comprendra ce programme; l'on prévoit que l'on examinera de façon périodique - même au cours de sessions extraordinaires de l'Assemblée générale - l'application des mesures prévues aux différentes phases du programme général; on y stipule que, outre les examens périodiques qui se feraient au cours des sessions extraordinaires, il faudrait procéder chaque année à un examen de l'application de ce programme, et le Secrétaire général, afin de faciliter cet exercice, présenterait à l'Assemblée un rapport annuel sur les progrès réalisés dans l'exécution du programme; le chapitre et le projet de Programme général se terminent avec la déclaration suivante :

M. Garcia Robles (Mexique)

"Quand le moment opportun se présentera et le plus tôt possible, il faudra organiser une conférence mondiale du désarmement avec la participation de tous les Etats et une préparation appropriée."

L'importance indéniable que revêt le Programme général de désarmement, et les parties du Programme déjà approuvées par consensus en apportent une preuve concluante - j'en ai cité quelques-unes dans mon intervention - souligne le bien-fondé de la "ferme détermination" du Comité ad hoc, que j'ai cité aujourd'hui en me référant au dernier paragraphe de son rapport de cette année dans lequel il soulignait sa décision de "reprendre ses travaux au début de la session de 1989", afin de compléter l'élaboration du Programme de façon à le soumettre à l'Assemblée générale, comme je l'ai déjà dit, lors de sa quarante-quatrième session au plus tard.

La Conférence du désarmement qui au début s'appelait Comité du désarmement lorsqu'elle a été créée par la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à ce noble objectif, aura cette année 10 ans, mais cette première décennie s'achève sans que l'on ait pu remettre à l'Assemblée générale ne fût-ce que l'un des nombreux projets dont elle s'est occupée.

Espérons que l'année prochaine l'Assemblée pourra recevoir de la Conférence les trois projets dont j'ai parlé dans cette intervention et qui cherchent à transformer en réalité l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires, l'élimination des armes chimiques, et l'application appropriée d'un programme général de désarmement, ce qui à mon avis suffirait pour faire du onzième anniversaire de la Conférence du désarmement et de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale des événements inoubliables.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je voudrais attirer respectueusement l'attention des membres sur le fait qu'il serait préférable, je pense, pour tout le monde au cours de ce débat, que les conversations qui se déroulent en marge de la salle soient réduites au minimum.

Je vous en serais reconnaissant.

M. BAGBENI ADEITO NZENGEYA (Zaïre) : Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion de vous présenter mes félicitations ainsi qu'aux membres du Bureau au cours de la séance d'organisation de notre commission en date du 12 octobre dernier. Je n'y reviendrai donc plus. Qu'il me soit donc permis d'aborder le vif du sujet de mon intervention sans plus tarder.

Il y a peu de temps un climat mondial de méfiance justifiait la course aux armements et attisait de nombreux conflits armés dans le monde. L'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine ont été le théâtre de ces nombreux conflits au moment où l'Organisation des Nations Unies était disposée, compte tenu des mécanismes dont elle dispose, à régler pacifiquement ces différends.

Le Conseil de sécurité et la Cour internationale de Justice sont ces organes de notre organisation capables de faire usage du droit afin de régler les conflits entre Etats ainsi que les dommages qu'ils peuvent entraîner et d'assurer ainsi aux différends un règlement judiciaire. Mais le mépris du droit a marqué ces derniers temps la vie de la communauté internationale au point que certains Etats ont choisi de se faire justice eux-mêmes au lieu de recourir à la force du droit.

La Charte de l'Organisation des Nations Unies est à ce point un document de référence et une base juridique indiscutable à laquelle sont liés tous les Etats Membres de notre organisation. Dès lors le respect des accords internationaux, l'un des principes fondamentaux du droit international qui, de surcroît, est le fondement même d'une communauté internationale organisée, devrait faire l'objet d'une stricte application de la part de tous les Etats Membres de notre organisation.

Tous les Etats, grands et petits, ont un intérêt à oeuvrer à l'avènement d'un monde où les nations agiront dans le cadre d'un système de droit international cohérent que symbolise la Charte de notre organisation. En agissant de la sorte, tous les Etats s'engageront dans le processus du désarmement et de la réglementation des armements dans le but d'améliorer les relations internationales et de renforcer la paix.

C'est dans ce contexte que la première session de l'Assemblée générale consacrée au désarmement a établi les bases d'une stratégie internationale du désarmement, moyennant la réalisation d'efforts coordonnés et persévérants dans lesquels l'Organisation des Nations Unies devrait jouer un rôle plus effectif et rechercher un désarmement général et complet sous un contrôle international

M. Bagbeni Adeito Nzengeya (Zaïre)

efficace. Il y a 10 ans de cela, cette stratégie avait donné au monde l'espoir que les efforts tentés pour mettre un terme à la course aux armements prendraient un nouvel essor, car le document final de cette session avait énoncé les principes de base, les priorités et le programme d'action qui devaient mener à la réalisation de l'objectif unanimement accepté d'un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace.

La deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement en 1982 n'a pu réaliser les performances de la première et s'est enlisée dans des récriminations et des rivalités entre blocs.

Quant à la troisième session extraordinaire, qui vient à peine de se tenir en juin dernier, un nombre impressionnant de dirigeants nationaux ont participé à cette session et montré leur intérêt à la question relative au désarmement. Alors que les débats ont été exempts de polémiques, et bien que le Traité portant sur l'élimination des missiles nucléaires à plus courte et moyenne portée ait été signé avant cette session entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, augurant ainsi du succès possible de cette session, la communauté internationale a donc été surprise qu'il n'ait pas été possible d'adopter par consensus le document final de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, et cela d'ailleurs en dépit du fait que la majeure partie du texte soumis à l'adoption de l'Assemblée générale a été généralement acceptée.

Si les questions relatives au Moyen-Orient et à l'Afrique australe n'ont su rassembler les délégations autour d'une unanimité, ce qui explique que ces deux questions demeurent controversées et constituent une vive préoccupation pour l'Assemblée générale, elles se sont érigées en véritables obstacles que la session n'a pu surmonter pour adopter son document final.

L'évidence d'un lien organique entre les conflits régionaux et la course effrénée aux armements apparaît dès lors de manière tangible. Autrement dit, l'existence de ces conflits régionaux explique la course aux armements et aux arsenaux militaires. Les nations cherchent à s'armer en vue d'accroître leur sécurité et à mettre en péril la paix au moment où la communauté internationale recherche la paix et la sécurité internationales pour tous.

Qu'il s'agisse de la situation au Moyen-Orient, où tous les protagonistes s'équipent en armements sophistiqués en vue de maintenir leur supériorité militaire

M. Bagbeni Adeito Nzengeya (Zaïre)

en état de belligérance; où qu'il s'agisse de la situation en Afrique australe, où les forces étrangères, armées avec les derniers arsenaux de combat, s'affrontent, l'Organisation des Nations Unies continue de proposer dans le premier cas une conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient et dans le second un dialogue en Afrique australe qui devrait aboutir au retrait des forces étrangères d'Angola et de Namibie, à l'indépendance de ce pays et à la restauration de la paix et de l'unité nationale en Angola.

La quinzième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement a laissé apparaître une certaine convergence sur certains éléments importants portant sur le désarmement, à savoir que le désarmement ne relève pas de la responsabilité exclusive des puissances nucléaires mais qu'il engage la responsabilité collective de tous les Etats, et que le désarmement nucléaire, bien que prioritaire, doit être accompagné d'un désarmement classique compte tenu de l'importance que prennent les armes conventionnelles; et aussi que les besoins en matière de sécurité de chaque Etat doivent être replacés dans un contexte plus large de la vie internationale et des préoccupations du monde.

Il a été par ailleurs reconnu par la troisième session extraordinaire que les mécanismes existants devraient être exploités au maximum en vue de dégager des accords sur tous les points qui s'adressent au désarmement général et complet.

Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, conçu pour empêcher l'acquisition d'armes nucléaires, constitue à nos yeux une base juridique solide à laquelle tous les Etats non dotés d'armes nucléaires devraient adhérer en vue d'arrêter la prolifération des armes nucléaires. Malheureusement, cette prolifération se poursuit et de nombreux Etats se dotent de ces armes terrifiantes en refusant de signer ce traité.

Le Zaïre, qui a souscrit à ce traité, appuie l'organisation en 1990 de la quatrième Conférence des parties à ce traité chargée d'examiner son application et de mesurer son impact sur l'arrêt de la course aux armements nucléaires. Le succès de cette conférence pourrait réduire les essais nucléaires et mettre en garde les Etats qui poursuivront ces expériences.

Dans le domaine du désarmement nucléaire, tous les Etats ont unanimement félicité les deux plus grandes puissances nucléaires pour avoir signé et ratifié l'Accord portant sur l'élimination des missiles nucléaires à plus courte et moyenne portée et les encouragent à poursuivre leurs négociations en vue de parvenir à un accord visant la réduction de 50 % des armes stratégiques offensives.

M. Bagbeni Adeito Nzengeya (Zaïre)

Cependant, il a été observé de la part de certaines puissances nucléaires une réticence à adhérer à ce processus de désarmement nucléaire tout simplement parce que celles-ci demeurent attachées à leur philosophie de la dissuasion. En effet, certaines puissances nucléaires continuent d'affirmer que les Etats se dotaient d'armes nucléaires pour les mêmes raisons qu'ils acquéraient des armes classiques, à savoir pour renforcer leur sécurité. Elles continuent de prétendre que le pouvoir destructeur de ces armes, bien que regrettable, faisait partie intégrante des forces militaires de certains Etats. Situation, disent-elles, qui ne changerait pas dans un avenir prévisible alors que les deux superpuissances ont dépassé cette vision et philosophie pour se lancer dans une nouvelle ère de dialogue, de détente et de coopération internationale.

M. Bagbeni Adeito Nzengeya (Zaïre)

Ces mêmes puissances nucléaires sont convaincues que les armes nucléaires constituent encore une composante essentielle de la stratégie de la dissuasion qui, à leur avis, contribuait à préserver la paix entre les superpuissances et leurs alliés, faisant ainsi fi de la réalité de nos jours. Elles soulignent par ailleurs que le souci d'éliminer complètement les armes nucléaires ne devrait pas faire oublier les mesures cruciales à prendre avant de réaliser l'objectif final qui est la conclusion d'un accord de limitation des armements vérifiables et efficaces qui se traduirait par des réductions profondes, radicales et équitables des armes nucléaires offensives des superpuissances et la correction des déséquilibres dans les armements classiques, notamment en Europe. Elles se comportent comme si de rien n'était alors que les missiles à plus courte et moyenne portée ont été conçus pour la défense de l'Europe. Ainsi donc, ces puissances nucléaires cherchent plutôt à ne pas reconnaître les efforts entrepris par les deux superpuissances dans ce domaine et à poursuivre, sans tenir compte de l'évolution historique actuelle, leur course aux armements nucléaires.

La Première Commission devrait adresser un appel à ces puissances nucléaires pour qu'elles rejoignent les deux superpuissances dans leurs efforts d'accélérer le désarmement nucléaire. Car ces dernières se sont engagées dans la voie visant à prévenir la guerre nucléaire et à inverser la course aux armements nucléaires afin d'éliminer la menace d'une conflagration nucléaire qui mettrait en danger la survie même de l'humanité.

Il convient d'encourager à cet effet l'adoption d'un calendrier relatif à l'élimination graduelle de toutes les armes nucléaires ainsi que l'incorporation d'autres Etats dotés d'armes nucléaires à ce processus de désarmement.

Dans ce contexte, l'espace considéré bien commun de l'humanité et devant être utilisé exclusivement à des fins pacifiques dans l'intérêt de tous les pays devrait jouir d'un régime juridique renforcé et efficace afin d'interdire aux Etats dotés d'un potentiel spatial important de se conformer strictement aux restrictions et limitations légales existantes concernant les armes spatiales et s'abstenir de prendre des mesures visant à mettre au point, à expérimenter ou à déployer des armes et des systèmes d'armes dans l'espace extra-atmosphérique.

Les progrès réalisés par la Conférence du désarmement dans l'élaboration de la Convention sur les armes chimiques sont connus et il appartient à la Première Commission et aux autres instances chargées du désarmement d'entreprendre les

M. Bagbeni Adeito Nzengeya (Zaïre)

démarches nécessaires en vue de faire accélérer l'adoption de ce projet de convention multilatérale sur l'interdiction complète et efficace de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes chimiques et sur leur destruction, conformément à la résolution 42/37 de l'Assemblée générale.

M. Bogumil, de la Pologne, Président du Comité spécial sur les armes chimiques, mérite nos félicitations et encouragements à ce propos.

Pour sa part, la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement a reconnu dans son document final que la course aux armements, qui se poursuit, absorbe une proportion beaucoup plus importante des ressources humaines, financières, naturelles et technologiques du monde, grève lourdement l'économie de tous les pays et fait obstacle aux courants commerciaux, financiers et technologiques internationaux.

Les dépenses militaires mondiales offrent un contraste saisissant avec le sous-développement économique et social ainsi qu'avec la misère et la pauvreté qui sont le lot de plus des deux tiers de l'humanité. Il est donc de l'intérêt commun d'assurer la sécurité à un niveau plus bas d'armements et de trouver le moyen de réduire les dépenses correspondantes afin de les consacrer aux fins de développement.

Ma délégation souhaite la conclusion des accords concrets et vérifiables dans le domaine délicat de la sécurité militaire et de la coopération en Europe entre les 35 participants de la Conférence de Stockholm sur les mesures propres à accroître la confiance et la sécurité et sur le désarmement en Europe.

Concernant le Programme global du désarmement, dont le Comité est dirigé avec compétence et dévouement par notre collègue et ami, M. Garcia Robles, l'orateur qui vient à peine de me précéder, ma délégation est d'avis qu'un effort particulier devrait être fourni par les membres de la Conférence du désarmement en vue de l'adoption de ce programme qui a été minutieusement élaboré et qui avait déjà fait l'objet d'examen par la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale, consacrée au désarmement en 1982.

La Conférence du désarmement, seul organe multilatéral de négociation en matière de désarmement, mérite toute notre confiance et nos encouragements pour les travaux accomplis. Le Zaïre, membre de cet organe, espère par conséquent que cette conférence parviendra à mettre sur pied les commissions ad hoc sur les points 1 et 2 de son ordre du jour, à savoir interdiction des essais nucléaires et cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire.

Mme THEORIN (Suède) (interprétation de l'anglais) : Conformément à votre vœu, Monsieur le Président, je respecterai l'article 110 du règlement intérieur et passerai directement à ma déclaration. Lorsqu'on joue du désarmement, on joue avec son avenir. Dans son livre "Le jeu du désarmement", la représentante qui m'a précédée, feu Alva Myrdal, décrit l'histoire des négociations du désarmement comme une suite d'occasions manquées. Nous ne pouvons plus nous permettre des occasions manquées. Il faut mettre un terme au jeu du désarmement.

La menace de l'anéantissement total pèse sur l'humanité depuis des décennies. Toutes les nations, qu'elles soient ou non dotées d'armes nucléaires, sont exposées au péril de la guerre nucléaire. La guerre nucléaire ne reconnaît pas les frontières. Par conséquent, toutes les nations ont leur mot à dire concernant le désarmement nucléaire.

A leur première rencontre, il y a trois ans, les dirigeants des deux principales puissances nucléaires ont déclaré, à juste titre, qu'une guerre nucléaire ne peut pas être gagnée et ne doit pas être déclenchée. Les superpuissances sont décidées à empêcher une course aux armements dans l'espace, à y mettre un terme sur terre et à éliminer en fin de compte toutes les armes nucléaires, où que ce soit. En s'engageant ainsi, elles expriment une aspiration que nous partageons tous.

Malgré cela, la dissuasion nucléaire, l'équilibre de la terreur, est encore décrit comme un moyen - voire le moyen ultime - de préserver la paix dans le monde. Si l'on veut que les armes nucléaires aient un effet dissuasif, il faut que la menace de leur emploi soit crédible. Tant qu'elles existeront, elles pourront toujours être utilisées, soit volontairement, soit à la suite d'une erreur ou d'un mauvais calcul. Une paix mondiale qui dépend de la menace du suicide collectif est trop précaire. Cette paix ne pourra jamais constituer une base pour l'édification de notre avenir.

La Commission Palme a lancé la notion de sécurité commune pour remplacer celle de la dissuasion nucléaire. La paix internationale doit être assise sur un engagement en faveur de la survie commune plutôt qu'en faveur de la menace de l'extinction globale. On n'instaurera une paix mondiale durable qu'à partir de la sécurité commune, de la confiance et de la coopération entre les nations. Mais la sécurité commune ne remplacera pas la dissuasion nucléaire du jour au lendemain. Nous n'allons pas nous débarrasser des armes de destruction massive dès demain. Il

Mme Theorin (Suède)

s'agira d'un processus par étape, qui devra se poursuivre sans interruption et qui ne devra pas se limiter à des mesures qui concernent uniquement les armements et le désarmement.

Le Gouvernement suédois se félicite du Traité soviéto-américain sur l'élimination de tous les missiles basés à terre de portée intermédiaire, car il s'agit là d'un premier pas historique. Ce premier accord de désarmement nucléaire peut être considéré comme l'application de la notion de sécurité commune. Les Etats-Unis et l'Union soviétique doivent maintenant rapidement conclure le traité portant sur une réduction de 50 % des armes nucléaires stratégiques, comme ils se sont engagés à le faire devant le monde entier. Nous attendons d'eux qu'ils honorent la promesse qu'ils ont faite en commun d'éliminer toutes leurs armes nucléaires. Nous sommes en droit de l'exiger car nous sommes tous confrontés à une menace d'anéantissement total par leurs armes nucléaires.

Les accords sur la réduction des arsenaux nucléaires existants doivent être appuyés par des mesures décisives en vue de mettre un terme à la mise au point successive de nouvelles générations d'armes nucléaires. Il faut poursuivre et développer les efforts concertés qui sont déployés pour empêcher la prolifération des armes nucléaires.

Mme Theorin (Suède)

La mesure la plus efficace serait de mettre un terme à tous les essais nucléaires.

Il y a 25 ans, par le Traité d'interdiction des essais nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et dans le fond des mers, les superpuissances ont fait savoir leur volonté d'obtenir l'arrêt de tous les essais d'armes nucléaires pour toujours. Il y a 20 ans, dans le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, les deux superpuissances ont renouvelé leur volonté, exprimée cinq ans auparavant. Elles ont déclaré leur intention de mettre un terme dès que possible à la course aux armements nucléaires. Elles se sont engagées à poursuivre de bonne foi les négociations visant à mettre très bientôt un terme à la course aux armes nucléaires ainsi qu'au désarmement nucléaire.

Aujourd'hui, plus de 25 ans plus tard, il n'y a pas de négociations relatives à l'arrêt général des essais. Au lieu de terminer leurs essais pour toujours, l'Union soviétique et les Etats-Unis se livrent à des expériences communes dans la vérification des tests nucléaires. Il est concevable que ces expériences permettront d'établir la confiance entre les deux superpuissances et permettront aussi de dissiper les inquiétudes quant aux mesures de vérification que pourraient avoir les deux Etats : mais ces essais n'établissent pas la confiance parmi les Etats non dotés d'armes nucléaires.

L'objectif n'est pas que les puissances nucléaires puissent vérifier leurs essais nucléaires respectifs, mais que la communauté internationale puisse vérifier que ces essais nucléaires n'ont plus lieu. L'objectif n'est pas le contrôle des essais, l'objectif est de contrôler l'absence de ces essais.

Tout essai nucléaire supplémentaire est un essai nucléaire de trop.

La déception des solutions partielles du passé justifie le scepticisme quant à une solution qui serait autre qu'une interdiction totale des essais nucléaires. La poursuite des essais nucléaires ne peut être tolérée que durant une période transitoire et seulement dans le cadre d'un plan très précis en vue d'aboutir à l'arrêt complet des essais dès que possible et à une date précise.

Mon gouvernement pense qu'il est impératif d'accorder la plus haute priorité à des négociations multilatérales relatives à un traité d'interdiction globale des essais. La Conférence sur le désarmement est le seul forum pour de telles négociations. Une interdiction des essais nucléaires est le sujet numéro un de l'ordre du jour de la Conférence sur le désarmement et la Suède demande une action immédiate à ce sujet.

Mme Theorin (Suède)

Le Traité de non-prolifération est la clef de voûte du régime international juridique dans le domaine du désarmement, qui a contribué à la sécurité internationale d'une manière significative pendant 20 ans. La quatrième Conférence chargée de l'examen du Traité aura lieu en 1990. En ce qui concerne l'avenir du Traité, deux facteurs sont particulièrement importants : premièrement, l'adhésion à ce traité doit être universelle; deuxièmement, toutes les obligations énoncées dans le Traité doivent être respectées. Les Etats parties au Traité non dotés d'armes nucléaires ont apporté leur contribution. La seule manière pour les Etats dotés d'armes nucléaires outre la conclusion d'un traité d'interdiction globale des essais serait de réduire de façon radicale et continue leurs arsenaux d'armes nucléaires. A moins de respecter strictement toutes les dispositions de ce traité, on court un grand risque de voir s'effriter son autorité.

La Suède a toujours souligné la nécessité d'une base d'information commune et d'un cadre de référence commun dans les efforts de désarmement multilatéraux. Les études des Nations Unies sur les armes nucléaires de 1968 et de 1980 ont été historiques, car elles ont élargi la compréhension de la communauté internationale sur cette question compliquée. Mais une évolution importante s'est produite depuis la dernière étude. Les Nations Unies devraient faire le bilan de ces nouvelles tendances et évaluer leurs conséquences politiques et juridiques ainsi que le domaine de la sécurité.

Ces tendances concernent la technique des armes nucléaires, l'essai et le déploiement de ces armes et les nouvelles découvertes scientifiques concernant les effets physiques, écologiques, médicaux et autres de l'emploi des armes nucléaires. Les risques d'emploi accidentel ou non autorisé méritent que l'on s'y intéresse tout particulièrement; de même, pour ce qui est des initiatives prises ou prévues pour réduire ou éliminer la menace nucléaire. Des accords récents et autres arrangements concernant la réduction des arsenaux d'armes nucléaires doivent être évalués; de même que les efforts pour renforcer le régime de non-prolifération qui doit être actualisé.

La Suède propose donc que les Nations Unies entreprennent une nouvelle étude complète des armes nucléaires afin qu'elle soit terminée à temps pour la prochaine Conférence chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération qui aura lieu en 1990.

Mme Theorin (Suède)

L'histoire des mesures propres à accroître la confiance et des négociations sur le désarmement a montré l'importance qu'il y avait à se mettre d'accord sur les mesures de vérification. Par leur ampleur même et leur nature, les grands accords de désarmement, et notamment ceux concernant les armes de destruction massive, ont des répercussions globales. La vérification de ces accords touche toutes les nations. La communauté internationale a un enjeu dans tous les grands accords de désarmement y compris les armements classiques et un intérêt vital dans la vérification du respect de ces accords. Toutes les nations devraient pouvoir s'assurer que de tels accords sont scrupuleusement respectés.

La vérification internationale n'a toutefois pas pour but de remplacer les mesures de vérification bilatérales ou autres ayant déjà fait l'objet d'accords, mais plutôt de les compléter. Les Nations Unies jouent un rôle central et endossent la responsabilité première dans le domaine du désarmement. Il est donc approprié de confier aux Nations Unies le même rôle et la même responsabilité dans le domaine de la vérification.

Les pays de l'Initiative des six nations ont demandé que soit établi un système multilatéral de vérification au sens des Nations Unies qui ferait partie intégrante d'un cadre multilatéral renforcé pour assurer la paix et la sécurité durant le processus de désarmement de même que dans un monde exempt d'armes nucléaires.

Il est possible que les satellites aient un grand rôle à jouer dans le contexte de la vérification. Permettez-moi donc d'ajouter que la Suède a terminé récemment une étude sur les possibilités de vérification par satellite des mesures propres à accroître la confiance et la sécurité ainsi que des engagements concernant le désarmement. Dans un proche avenir, nous avons l'intention de présenter les résultats d'une étude de réalisation technique aux gouvernements intéressés.

L'opinion mondiale a été avertie des problèmes de sécurité causés par la poursuite de la course aux armements navals. Il est de plus en plus reconnu dans le monde que des négociations sérieuses sur le désarmement naval auraient dû être entreprises depuis longtemps. Une arme nucléaire sur quatre, sinon une sur trois, est considérée comme étant destinée au déploiement maritime.

Mme Theorin (Suède)

Les limitations sur les missiles nucléaires marins sont donc d'une extrême urgence. Les armes nucléaires tactiques devraient être ramenées à terre et non pas transportées lors de patrouilles de routine. Des mesures négociées de restriction sur la navigation avec des vaisseaux transportant des armes nucléaires à bord, est une autre question qu'il faudrait explorer.

Le grand nombre d'armes nucléaires tactiques à bord des navires de guerre nous préoccupe. L'une des raisons de cette préoccupation est la politique menée par les Etats dotés d'armes nucléaires qui refusent de confirmer ou de démentir la présence d'armes nucléaires à bord de quelque navire que ce soit à quelque moment que ce soit. Cette pratique accroît l'inquiétude du public dans de nombreux pays, notamment lorsque les navires de guerre des puissances nucléaires, conformément au droit international, utilisent innocemment leur droit de passage dans les eaux territoriales de ces pays ou lorsqu'ils mouillent dans leurs ports.

Mme Theorin (Suède)

La politique qui ne nie ni ne confirme ne contribue pas à renforcer la confiance entre les Etats. Au contraire, alors que des visites navales ont pour but d'édifier la confiance, cette pratique en fait sape cette confiance. Il convient par conséquent d'abandonner cette politique provocatrice et désuète. La Suède n'autorise pas les navires de guerre de passage à transporter des armes nucléaires. Et nous allons oeuvrer, sur le plan international, en faveur d'une nouvelle politique qui prévoit l'octroi d'assurances contre de tels passages. Quelques principes ont été reconnus par la Commission des Nations Unies pour le désarmement comme étant décisifs pour l'avenir des négociations relatives aux armements et au désarmement navals afin de tenir compte des circonstances spécifiques, juridiques, stratégiques et géographiques dans le domaine maritime.

Premièrement, les forces navales ne sont pas indépendantes des autres forces militaires et devraient par conséquent être considérées dans leur contexte militaire général.

Deuxièmement, ce fait, combiné aux situations géographiques différentes des Etats, pourrait exiger que les mesures multilatérales de restriction des forces et des armes navales soient asymétriques, afin de maintenir l'équilibre militaire général.

Troisièmement, ces mesures devraient être énoncées dans des instruments juridiques distincts en harmonie avec les principes généraux du droit international de la Convention du droit de la mer de 1982.

Quatrièmement, des procédures de vérification et de plaintes appropriées, universelles et non discriminatoires sont essentielles à la mise en oeuvre des mesures convenues dans le domaine maritime. Les mesures destinées à accroître la confiance sur le plan naval semblent être le moyen naturel de mettre un terme à la course aux armements navals et de renforcer la sécurité en mer. Un objectif des mesures de confiance dans le domaine naval devrait consister à accroître la sécurité en réduisant les risques d'incidents et d'affrontements en mer. Elles devraient accroître la sécurité pour les activités non militaires en mer telles que le transport, la pêche et les activités près des côtes. Par ailleurs, elles devraient accroître en temps de guerre, "la sécurité côtière" des Etats du littoral et la sécurité en mer, des bateaux appartenant à des Etats neutres dans un conflit. L'une des mesures importantes pourrait être un accord multilatéral sur la prévention des incidents navals. Un tel accord, parachevant mais ne remplaçant pas

Mme Theorin (Suède)

les accords bilatéraux d'une nature analogue, pourrait renforcer la sécurité en mer, tout en améliorant la liberté traditionnelle de navigation.

L'expérience acquise dans le domaine de l'établissement de la confiance au niveau bilatéral grâce à des accords sur la prévention d'incidents en haute mer est encourageante et va dans le sens de l'appel en faveur d'un accord multilatéral approprié. La Conférence du désarmement devrait être l'instance appropriée chargée de négocier des mesures concrètes destinées à accroître la sécurité en mer dans le monde.

L'objectif prioritaire du désarmement nucléaire et nos efforts persistants pour réduire la menace nucléaire ne se trouvent en aucun cas compromis par l'attention accrue que l'on accorde au désarmement classique. Les guerres classiques privent des millions d'enfants, de femmes et d'hommes de conditions de vie décentes et de la paix. Les armes et les forces classiques représentent 80 % des dépenses militaires mondiales et ont été utilisées pour tuer des dizaines de millions d'hommes au cours des dernières décennies. Les enfants sont les plus grands perdants dans la guerre, les enfants qui, s'ils survivent, sont atteints dans leur corps et dans leur esprit pour le reste de leur vie. Il faut mettre un terme aux abus et à l'exploitation dont les enfants font l'objet en temps de guerre, notamment à la pratique qui consiste à enrôler des enfants dans l'armée. Lors de l'élaboration de la convention des droits de l'enfant, cette question devra faire l'objet d'un examen sérieux afin d'assurer la protection des enfants en temps de guerre et la réadaptation des enfants victimes de la guerre.

En Europe, où les deux principales alliances militaires se font directement face, la réduction des armes classiques est urgente, non seulement pour la région mais également pour la sécurité dans le monde. Par conséquent, l'ouverture probable des négociations sur le désarmement classique en Europe dans un proche avenir est un événement positif. Un élément encourageant, à cet égard, est la discussion de la défense non provocatrice. Cela peut être considéré comme un lien entre les mesures destinées à accroître la confiance et le désarmement.

La Suède est très préoccupée par la mise au point rapide de nouvelles armes classiques inhumaines qui tuent de façon aveugle. Le développement possible d'armes au laser antipersonnel, à des fins militaires, en est un exemple. Cette technologie, dont l'objectif principal consiste à aveugler définitivement

Mme Theorin (Suède)

l'adversaire, est déjà à notre portée. La Suède poursuivra ses consultations en vue d'interdire totalement l'utilisation des armes au laser qui provoquent une cécité permanente.

Le risque de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique est pour nous un grave sujet d'inquiétude. Il faut mener une action multilatérale de toute urgence. Les accords existants doivent être respectés scrupuleusement. Il faut développer plus avant le régime juridique. Afin de compenser les effets déstabilisateurs des techniques ayant pour but d'attaquer les systèmes d'alerte avancés, l'interdiction des armes antisatellite demeure une priorité.

Les rapports du Secrétaire général sur les missions d'enquête des Nations Unies dans la région du Golfe ont établi le fait terrifiant que l'on avait eu recours de façon répétée aux armes chimiques. Cet emploi a été fermement condamné par la Suède. De plus, nous sommes gravement préoccupés par les allégations selon lesquelles des armes chimiques ont été utilisées après la guerre du Golfe. Les pays nordiques, ainsi qu'un certain nombre d'autres pays, ont demandé que l'on procède à une enquête sur ces accusations.

La situation est extrêmement grave. L'emploi répété et sans discrimination d'armes chimiques a été prouvé. La prolifération des armes chimiques semble augmenter. Des agents de guerre chimiques et des méthodes de diffusion de ces armes ont été perfectionnés. Et pourtant, la guerre chimique est une violation du droit international. Il n'y a qu'une façon d'éliminer la persistance de la menace et de la réalité de la guerre chimique. C'est la conclusion rapide d'une convention globale pleinement vérifiable interdisant la fabrication, l'accumulation, le transfert et l'emploi des armes chimiques et prévoyant leur destruction totale. Une telle convention est à notre portée. Les négociations qui se déroulent à Genève, à cet effet, doivent aboutir rapidement et la Convention doit faire l'objet d'une adhésion universelle. C'est dans ce contexte que la Suède s'est félicitée de l'initiative de convoquer une conférence internationale destinée à réaffirmer le Protocole de Genève de 1925. Cette conférence doit appuyer pleinement les négociations de Genève et leur conférer un nouvel élan. Elle devrait également contribuer à renforcer les efforts destinés à aboutir à l'adhésion la plus large possible à la future convention.

Mme Theorin (Suède)

En appuyant la proposition en faveur de cette conférence, le Président Mitterrand de la France a donné un élan précieux aux travaux de Genève, lorsqu'il a appuyé le principe selon lequel la fabrication d'armes chimiques cessera avec l'entrée en vigueur de la convention et que tous les stocks d'armes chimiques devront être placés sous contrôle international. Nous avons ainsi de bonnes raisons d'espérer que le problème de la sécurité non diminuée au cours de la phase de transition pourra être résolu d'une façon acceptable pour tous.

La Conférence du désarmement doit en outre trouver un texte normatif pour traduire l'engagement d'accepter des inspections par mise en demeure, sans droit de refus et achever ses travaux déjà bien avancés sur le contrôle international de l'industrie chimique civile. Les travaux de la Conférence du désarmement ont progressé de façon constante sur la question des armes chimiques. Toutefois, ces progrès ont été beaucoup trop lents. Nous espérons que les souffrances indicibles causées par le recours récent aux armes chimiques et l'attention internationale accordée à une conférence de haut niveau ayant pour but de rallier les Etats autour de l'interdiction juridique internationale contre la guerre chimique pousseront les gouvernements à prendre conscience du besoin urgent de conclure le plus rapidement possible une convention sur les armes chimiques à Genève. La Suède mènera une action énergique à cette fin.

Mme Theorin (Suède)

Le règlement des différends par des voies pacifiques, le maintien de la paix et de la sécurité internationales et la facilitation du désarmement sont des processus étroitement liés qui se renforcent mutuellement. La remise tout à fait justifiée, cette année, du prix Nobel de la paix aux Forces de maintien de la paix des Nations Unies est une reconnaissance bienvenue du rôle fondamental joué par les Nations Unies dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Outre qu'elles veillent au règlement pacifique des différends internationaux et au maintien de la paix et de la sécurité internationales, les Nations Unies ont un rôle vital à jouer en matière de désarmement. La course aux armements, et en particulier la compétition dans le domaine des armes nucléaires, figurent au centre des préoccupations de chaque gouvernement. La course aux armements représente un grave défi pour les Nations Unies, seule enceinte universelle susceptible de déployer des efforts pour y mettre fin. Les Nations Unies offrent un mécanisme de coopération entre les quelques grands Etats et les nombreux Etats de petite et moyenne tailles du monde. Elles fournissent à chaque nation la possibilité de prendre part aux travaux sur la paix et le désarmement. Aussi devons-nous unir nos efforts pour édifier un avenir plus sûr pour nous tous, un avenir où l'affrontement mutuel d'aujourd'hui céderait le pas à la recherche mutuelle de la sécurité commune.

Récemment, la communauté internationale a remporté une série de succès heureux : en Afghanistan, en Iraq et en Iran, en Angola et en Namibie, au Sahara occidental. Les négociations sur le désarmement bilatéral ont elles aussi connu récemment des progrès. Mais cela n'a pas été le cas du désarmement multilatéral. Pourtant, des accords multilatéraux sont impératifs. Pour quelle raison? Parce que c'est la seule façon de mettre un terme à la course aux armements. Parce que c'est la seule façon de faire que l'espace extra-atmosphérique ne devienne le théâtre d'une course aux armements. Parce que c'est la seule façon d'en finir avec les armes chimiques. Le temps nous est compté. Faisons preuve de sérieux en matière de désarmement; ne jouons plus avec notre avenir.

M. CAMFORA (Argentine) (interprétation de l'espagnol) : Monsieur le Président, respectueux de l'article 110 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, j'éviterai les éloges que personnellement j'aurais aimé vous faire à l'occasion de votre élection à la présidence de la Première Commission. Je suis certain que vous ferez amplement la preuve, dans l'accomplissement de votre tâche, de vos qualités d'éminent diplomate au service de la paix, de la sécurité et du désarmement.

M. Campora (Argentine)

Nul doute que l'histoire retiendra que les années 80 ont été une époque de profonds changements, marquée, dans un premier temps, par le fait que l'affrontement entre les deux principales puissances a engendré des tensions aiguës et, dans un second temps, par le fait que le rétablissement d'un dialogue entre ces puissances - au plus haut niveau et avec une intensité sans précédent depuis la seconde guerre mondiale - a inauguré une ère nouvelle de coopération.

La charnière se situe vers la moitié de cette décennie. La reprise des négociations bilatérales entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur les armes nucléaires et spatiales, au début de l'année 1985, a été la preuve la plus tangible de cette profonde tendance qui se dessinait. De même, les manifestations antinucléaires et l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée en Europe illustrent très clairement le contraste entre ces deux périodes.

Le rapprochement entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, qui a entraîné un relâchement des tensions sur le plan international, a aussi créé les conditions propices à des progrès réels en ce qui concerne le règlement pacifique de conflits régionaux. La plupart de ces conflits ont été réglés par des voies pacifiques, sous les auspices des Nations Unies.

Dans la région dont je suis issu, les années 80 ont été aussi lourdes de défis et d'espoirs. La restauration de la démocratie et des libertés fondamentales, et le respect des droits de l'homme, ont jeté les bases d'un ordre social et économique plus juste. La République d'Argentine a connu de nouveau, en 1983, avec le Gouvernement de Raúl Alfonsín, un régime civil, constitutionnel et démocratique qui s'est renforcé et dont la permanence ne saurait être remise en doute.

Ces circonstances nouvelles sont porteuses d'un potentiel créateur immense. Toutefois, la paix de chaque nation est menacée par des contraintes économiques et financières qui affectent gravement le bien-être et les possibilités de développement des peuples des pays appartenant à ce que l'on appelle le tiers monde. Cette situation a montré que les menaces non militaires à la sécurité sont tout aussi préoccupantes. La prolifération de la misère ne contribue certes pas à l'instauration d'un monde plus stable et plus sûr.

Les événements et les débats qui ont marqué les dernières années de cette décennie ont fait apparaître une manière nouvelle d'aborder les problèmes internationaux. Que le Président des Etats-Unis, M. Reagan, et le Secrétaire Général du Parti communiste de l'Union soviétique, M. Gorbatchev, aient admis

M. Campora (Argentine)

qu'une guerre nucléaire n'est pas viable en est la démonstration. Cette hypothèse fondamentale a eu pour conséquence logique le lancement d'un processus de désarmement nucléaire et de mieux entrevoir la perspective d'un monde exempt d'armes nucléaires. Ce nouveau concept de sécurité internationale, prôné depuis longtemps par les pays non alignés, commence à se faire jour.

De nouvelles pratiques comme les échanges de visite au niveau politique et technique le plus élevé, qui ont permis une meilleure connaissance réciproque entre les Etats membres d'alliances militaires, n'ont pas tardé à se substituer aux idées nouvelles. L'ouverture, la transparence et la multiplication des contacts ont contribué à renforcer la confiance réciproque et à dissiper les soupçons et les malentendus qui alimentaient la course aux armements.

Cette réflexion sur les caractéristiques de la conjoncture internationale actuelle m'amène à reposer un problème dont ma délégation a déjà traité ici même. Il s'agit de la définition correcte du rapport qui existe entre les plans bilatéraux et multilatéraux dans les négociations sur le désarmement.

M. Campora (Argentine)

On a beaucoup parlé de l'utilité et des avantages qu'il y aurait à utiliser l'une ou l'autre approche comme s'il s'agissait d'alternatives s'excluant mutuellement. On a aussi recherché des étiquettes aussi générales et descriptives que possible pour définir la portée et la nature de ce rapport. Ainsi, on a évoqué des concepts comme la complémentarité, le parallélisme constructif, l'interdépendance constructive et autres. Ils recèlent tous une part de vérité et montrent tous que cette recherche, malheureusement, s'est limitée à la sémantique.

Le moyen de surmonter cette antinomie réside peut-être dans la réalité d'aujourd'hui.

Les événements récents, notamment ceux que j'ai cités quant à l'évolution favorable des conflits d'ordre régional, ont montré que l'Organisation des Nations Unies est l'instrument indiqué auquel la communauté internationale doit avoir recours pour s'attaquer à l'immense tâche consistant à trouver des solutions acceptables aux conflits qui jusqu'à ces derniers temps, se réglaient sur les champs de bataille.

Nous nous leurrerions assurément si nous aboutissions à la conclusion que le prestige retrouvé de notre organisation est la conséquence de changements d'ordre institutionnel, administratif ou de toute autre réforme. Il a été décidé tout simplement, au plus haut niveau politique, de recourir au règlement diplomatique des différends. Les Nations Unies sont donc l'instance multilatérale qui en définitive peut garantir des solutions durables et acceptables pour toutes les parties.

Dans le domaine particulier du désarmement et de la sécurité internationale, ces remarques sont encore plus valables. Il est étonnant de constater, alors qu'on progresse dans les instances bilatérales, que surgissent des obstacles dans le processus de négociation concernant les questions relatives au désarmement sur le plan multilatéral.

Il semble qu'il existe encore aujourd'hui une méfiance injustifiée en ce qui concerne le travail de négociation fructueux que la Conférence du désarmement peut et doit mener à terme s'agissant des différents points inscrits à son ordre du jour.

Des arguments comme celui de la compétence technique ou de la grande complexité de certains points sont franchement surprenants, je dirais même inacceptables, alors que nous voyons par exemple la façon dont les instances de

M. Campora (Argentine)

négociation de Genève progressent de façon constante, en surmontant de grands obstacles, dans l'élaboration d'une convention sur les armes chimiques, processus de négociation dont la complexité a été jugée supérieure à celle relative à la mise au point et à l'application du Traité sur l'élimination des forces nucléaires de portée intermédiaire.

La détente ne sera véritable et durable que lorsque la communauté internationale tout entière se sentira concernée par la surveillance qu'elle doit exercer en la matière, car ce sera le résultat de l'oeuvre de tous.

A notre avis, si on applique cette idée aux problèmes du désarmement, on voit que les mesures de limitation des armements et de désarmement ne seront les fondements solides de la paix et de la sécurité internationales que dans la mesure où elles seront l'oeuvre de tous les Etats et non pas seulement de ceux qui prétendent agir en se substituant à la communauté internationale.

Le nouveau climat international qui semble s'instaurer et le prestige retrouvé de notre organisation doivent aboutir naturellement à la revitalisation de l'instance de négociation multilatérale en matière de désarmement.

La présente session de la Première Commission de l'Assemblée générale a suscité un espoir inhabituel à cause de l'échec de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. La compétence multilatérale en matière de désarmement n'est pas sortie renforcée de cette session comme on aurait pu l'espérer compte tenu de l'amélioration du climat international. Ceci nous amène à faire une analyse approfondie de ce qui s'est passé.

La Première Commission a donc aujourd'hui la responsabilité de remédier à cette situation. La confiance renouvelée en l'Organisation des Nations Unies pourrait contribuer à ce que le rôle central et la responsabilité primordiale de l'Organisation en matière de désarmement soient véritablement effectifs. Il faut bâtir sur les bases existantes. Le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement conserve toute sa valeur et les organes multilatéraux de délibération et de négociation, institués par ledit document, sont toujours appropriés pour faire un travail efficace.

En outre, dans tout traité de désarmement, on reconnaît aujourd'hui de façon unanime que la question de la vérification internationale est un élément fondamental.

M. Campora (Argentine)

C'est dire que les conditions sont réunies pour que, grâce à une convergence des volontés politiques, on puisse faire pleinement jouer les mécanismes multilatéraux de désarmement.

Nous sommes convaincus qu'au cours de la présente session, nous devrions refléter clairement les perspectives encourageantes qu'offre la réalité internationale en matière de limitation des armements et de désarmement.

Nous pensons d'ailleurs qu'il existe certains domaines dans lesquels il faudra faire des efforts particuliers. Ce sont les points sur lesquels il faudra que nous fassions un effort d'imagination afin de nous débarrasser des habitudes rhétoriques et des rigidités acquises du fait que pendant plusieurs années, il n'y a pas eu de perspectives optimistes.

L'arrêt des essais nucléaires à des fins militaires en est un bon exemple.

Sur le plan bilatéral, les Etats-Unis et l'Union soviétique progressent dans un processus de négociations visant à réduire le nombre et la puissance des essais, l'objectif final étant de mettre fin à tous les essais nucléaires à des fins militaires. Dans le cadre de ce processus progressif, les deux pays se sont mis d'accord pour procéder à une expérience conjointe, dont la première phase a pris fin il y a un peu plus d'un mois lors des essais auxquels il a été procédé dans les polygones du Nevada et de Semipalatinsk. D'après les informations fournies par les deux parties, les efforts en vue d'assurer la compatibilité des systèmes de vérification sont positifs.

M. Campora (Argentine)

Il est encourageant, sans doute, de constater que cette question, qui, par le passé, a été utilisée par les uns et les autres comme une arme de rhétorique, est aujourd'hui l'objet d'une activité intense dans les négociations au niveau des experts.

Mais il faut admettre qu'au sein de la Conférence du désarmement, on continue de susciter des obstacles artificiels à des négociations responsables qui, sans aucun doute, et parallèlement aux efforts bilatéraux, devraient être centrées sur les caractéristiques et les conditions d'un régime de vérification approprié à l'échelle mondiale.

C'est justement cette nécessité de progresser sans plus de retard - ce qui ne veut pas dire qu'il faille se précipiter - qui a amené les pays coauteurs d'une résolution recommandant la convocation d'une conférence des Etats parties au Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires à formuler leur proposition de façon à élargir sa portée et inclure l'interdiction des explosions souterraines. L'Argentine comprend cette intention et partage le souci des auteurs de cette proposition.

Mais nous devons à ce sujet réitérer certaines idées qui ont été exprimées à la Conférence du désarmement et dire que si cet organe de négociation se voit dans l'impossibilité d'entreprendre les négociations quant au fond ainsi que celles d'ordre pratique concernant l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires, il est tout à fait compréhensible que l'on cherche d'autres moyens de sortir de la stagnation.

Nous avons dit aussi que s'il y a des pays qui pensent que ce n'est pas le bon moyen, ils devront alors réexaminer soigneusement leur position sur la question de la Conférence du désarmement.

Une autre question sur laquelle mon pays espère voir se produire une convergence de vues profonde et pratiquement unanime, c'est celle de l'interdiction de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. Nous espérons que l'Assemblée pourra, comme les années précédentes, faire passer un message clair à la Conférence du désarmement pour qu'elle continue et intensifie l'analyse générale et quant au fond des questions liées à ce problème et pour qu'elle examine le régime juridique existant et étudie en détail les propositions et initiatives qui pourront être faites. Notamment, je pense à celles qui correspondent aux normes

M. Campora (Argentine)

multilatérales en vigueur et à celles, bilatérales, qui, de par leur pertinence, sont des moyens clef pour éviter que les problèmes que l'on règle avec tant de mal sur terre ne soient "projetés" dans l'espace extra-atmosphérique.

Nous espérons que les délégations ici présentes entendront comme il convient la voix de la communauté internationale qui s'exprime par l'Assemblée générale et travailleront vigoureusement dans un domaine qui chaque jour prend une priorité de plus en plus indiscutable dans l'ordre du jour du désarmement.

Je passe au problème du désarmement classique. Il est inutile de revenir sur l'importance de cette question. Nous disposons déjà d'un cadre approprié grâce aux résolutions adoptées traditionnellement sans mise aux voix par l'Assemblée générale. Dans ce cadre, nous devons maintenant travailler et faire tous les efforts avant ou pendant les négociations.

L'Argentine n'aborde pas l'ordre du jour du désarmement de façon sélective et entend coopérer à l'examen et à la recherche de solutions sur le plan multilatéral pour affronter les graves problèmes et déséquilibres découlant de l'accumulation d'armements et de forces dans différentes régions de notre planète. Et là, je dois souligner une réalité qui concerne l'Amérique latine : il existe un foyer très clair de tension internationale dans l'Atlantique Sud.

L'examen public de cette question à la Conférence du désarmement serait une contribution précieuse en matière de désarmement classique et régional, notamment au moment où de nouvelles espérances et de nouvelles attitudes à l'égard de vieux problèmes se font jour.

La prévention de la guerre nucléaire et l'arrêt de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire sont de graves problèmes qui exigent toujours la plus grande attention de notre part.

Les progrès réalisés au niveau bilatéral au cours de l'année dernière ont déjà été reconnus à plusieurs reprises. Nous demandons instamment aux Etats-Unis et à l'Union soviétique de continuer dans cette voie de la négociation et de l'entente. Nous comptons à ce propos sur la conclusion dans les plus brefs délais d'un traité sur la réduction des armements stratégiques, conformément aux engagements que les deux pays ont pris à Washington en décembre 1987 et qu'ils ont confirmés à Moscou il y a quelques mois.

M. Campora (Argentine)

Pour ce qui est des armes chimiques, nous espérons que l'on pourra de nouveau adopter, sans la mettre aux voix, une résolution qui souligne l'urgente nécessité de conclure les négociations relatives à une convention interdisant toutes les armes chimiques. L'utilisation répétée de ces armes prouve qu'il faut les éliminer définitivement. La Conférence que le Président des Etats-Unis, M. Reagan, a proposé d'organiser serait une bonne occasion de renouveler les engagements politiques qui permettraient de conclure rapidement et de faire entrer en vigueur une telle convention.

En passant en revue ces questions, je ne saurais passer sous silence l'importance que ma délégation accorde à la question de la vérification. Comme nous l'avons dit il y a quelques instants, nous sommes heureux de constater que sur cet aspect important du processus de désarmement, il a été possible de réunir des points de vue qui, a priori, semblaient inconciliables. Nous pensons donc qu'il sera possible d'adopter, au cours de la présente session, une résolution, par consensus, demandant au Secrétaire général de constituer un groupe d'experts chargé d'examiner de façon systématique toutes les possibilités qui pourraient découler d'un rôle plus actif des Nations Unies dans ce domaine, comme d'ailleurs le proposent les auteurs de l'Initiative des six nations au cours de la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement.

Dans les débats sur les questions de désarmement, on constate une nouvelle tendance visant à accorder une importance croissante à la prolifération de ce qu'on a appelé capacité de production d'armes nucléaires, d'armes chimiques et de missiles balistiques. Cette question présente deux aspects : l'un est lié à la course qualitative aux armements, l'autre concerne les applications pacifiques de toute technique. Il s'agit donc d'une question de la plus grande complexité, que l'on ne peut pas simplifier en la classant sous une rubrique unique puisqu'il s'agit de problèmes de nature bien différente. Cela concerne tout aussi bien les puissances militaires que les pays en développement. Aussi leur traitement ne doit pas être limité à des cercles fermés mais doit faire l'objet d'un débat ouvert et public dans l'instance multilatérale de l'Organisation des Nations Unies.

M. Campora (Argentine)

Toute technologie peut servir à des fins pacifiques ou belliqueuses. Cependant, dans le passé, des politiques restrictives ont été adoptées pour empêcher la diffusion de certaines techniques et connaissances scientifiques, dans l'espoir d'éviter que d'autres acquièrent des capacités peut-être dangereuses. Dans certains cas, les échanges de matériaux, d'équipement ou d'informations ont cessé à cause précisément de ces politiques.

Cette approche négative s'est d'ailleurs révélée peu efficace. Les contrôles imposés aux exportations ont rendu l'accès à ces éléments plus long et plus coûteux, mais sans aboutir à l'objectif voulu. D'autre part, le souci légitime de non-prolifération semblait trop souvent se confondre avec le souci de sauvegarder les avantages acquis dans ces domaines, dans bien des cas pour des raisons économiques.

La République argentine préconise une approche positive en l'occurrence. Nous sommes convaincus que le meilleur moyen d'empêcher l'utilisation à des fins belliqueuses de techniques de pointe est d'encourager et d'étendre la coopération internationale dans leurs utilisations pacifiques avec des garanties adéquates.

Grâce à une coopération élargie et à des échanges réguliers sur le plan tant humain que matériel, on accroît la transparence nécessaire pour connaître les véritables intentions des Etats et les objectifs de leurs programmes de développement. On établit ainsi des liens serrés d'interdépendance que maintiennent toutes les parties puisqu'il y va de leur intérêt mutuel.

Dame Ann HERCUS (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Au cours des 12 derniers mois, ceux qui ont fait preuve de courage politique dans notre quête du désarmement et de la sécurité internationale ont eu lieu de s'en féliciter.

Lorsque les deux pays les plus puissants du monde reconnaissent que certaines armes nucléaires sont plus une menace qu'une protection et concluent un traité pour les abolir, nous avons la preuve, pour la première fois, de la conviction partagée que la sécurité peut être accrue par la réduction des armements.

Lorsque des pays en guerre traitent finalement l'un avec l'autre pour faire cesser un conflit avec l'aide des Nations Unies, nous pouvons nous targuer d'une victoire pour les deux parties et d'un succès pour l'Organisation, pour la Charte et pour ses objectifs.

Dame Ann Hercus (Nouvelle-Zélande)

Mais, dans ces cas, et il y a d'autres exemples, nous pouvons tous nous féliciter. En effet, notre sécurité collective est plus grande qu'il y a un an. Le danger d'escalade des conflits régionaux a diminué. D'après le programme des superpuissances, nous nous acheminons vers l'élimination des armes nucléaires et nous avons assisté, en 1988, à une certaine consolidation et à un certain progrès dans d'autres domaines clefs du désarmement. Nous pouvons donc dire que l'élan global pour des réductions dans les niveaux d'affrontement et d'armement est puissant.

D'après les pays d'Europe, nous assisterons à une diminution des armes classiques et à la mise en oeuvre soutenue de mesures propres à établir la confiance dans cette région la plus armée du monde.

Selon les pays d'Amérique latine et du Pacifique Sud, leurs vastes régions devraient être exemptes d'armes nucléaires et respectées par les puissances nucléaires en conséquence.

Nous saluons ce qu'ont accompli en 1988 les Nations Unies et le Secrétaire général, les Etats-Unis et l'Union soviétique et d'autres Etats, grands et petits. Mais chacun d'entre nous sait ce qu'il reste à faire. Les missiles nucléaires sont toujours prêts. Les armées sont toujours sur le qui-vive. Des conflits acharnés continuent de faire rage. Les souffrances humaines persistent et, trop souvent, c'est le prix de la guerre et le coût de la défense militaire. Les cauchemars sont toujours là.

Nous pouvons pourtant rêver et transformer nos rêves en réalités. Nous pouvons faire de 1988 l'année où l'humanité commencera véritablement à s'éloigner de l'affrontement qui a caractérisé la politique étrangère contemporaine, l'année où la quête de la communauté internationale pour des solutions aux problèmes du surarmement, des disparités entre les riches et les pauvres et de l'environnement commencera à produire ses fruits.

Nous ne pouvons parvenir à ces résultats indépendamment les uns des autres. En 1987, la Conférence internationale sur le désarmement et le développement a reconnu la relation entre ces deux problèmes mondiaux les plus pressants.

La recherche de solutions est une responsabilité qui nous incombe à tous. C'est la responsabilité des hommes et des femmes de partout, des gouvernements et des organisations non gouvernementales. Mon gouvernement a été particulièrement

Dame Ann Hercus (Nouvelle-Zélande)

heureux de voir les organisations non gouvernementales jouer un plus grand rôle et de voir de plus en plus les femmes prendre l'initiative dans la recherche de la sécurité. Elles offrent la compétence et les ressources nécessaires.

La responsabilité de cette commission est claire. C'est vers l'Assemblée générale que les nations se tournent lorsqu'elles souhaitent énoncer leurs griefs et rechercher des solutions. Grâce à notre commission, la Première Commission, l'Assemblée générale peut se prononcer avec autorité sur les grandes questions du désarmement et de la sécurité internationale. Si l'intérêt ou l'utilité de nos travaux étaient mis en doute, ce fait, par lui-même, dément tout scepticisme.

Notre ordre du jour comprend divers points nouveaux. Parmi les plus importants, je citerai celui qui a été présenté par les pays de l'Afrique occidentale. Irrités par des tentatives faites récemment pour placer à leur porte les déchets empoisonnés et peut-être même radioactifs du monde développé, ils nous ont saisis de leur plainte. La Nouvelle-Zélande comprend très bien les préoccupations et les craintes de ces pays africains, car nous sommes aussi entourés par un océan dont nous dépendons et qui a lui-même été utilisé comme décharge de déchets radioactifs et autres déchets toxiques. Ces mêmes sentiments ont incité la Nouvelle-Zélande et ses voisins à demander qu'il soit pour toujours mis fin au déversement de déchets radioactifs dans le Pacifique Sud. Dans le Traité faisant du Pacifique Sud une zone exempte d'armes nucléaires, le Traité de Rarotonga, les pays du Pacifique Sud se sont engagés à ne pas déverser ces déchets et d'empêcher dans la mesure de leurs moyens que d'autres le fassent. Plus tard, dans la Convention pour la protection des ressources naturelles et de l'environnement dans la région du Pacifique Sud, un accord a été conclu avec quelques autres Etats industrialisés sur l'interdiction de déverser des produits radioactifs dans les régions maritimes qui tombent sous le coup de cette convention.

Dame Ann Hercus (Nouvelle-Zélande)

Les nations du Pacifique Sud sont profondément conscientes de la fragilité de leur environnement. Dans le préambule au Traité faisant du Pacifique Sud une zone dénucléarisée, la Nouvelle-Zélande et les autres parties ont déclaré leur volonté "d'assurer, dans toute la mesure de leurs moyens, que l'abondance et la beauté de la terre et des mers de leur région demeureront le patrimoine de leurs peuples et de leurs descendants de façon à ce que tous puissent toujours en jouir en paix."

Notre détermination est le résultat d'une douloureuse expérience.

L'"abondance et la beauté" de notre région ont été mises en danger souvent, et de diverses manières, par les activités d'étrangers. Les essais nucléaires menés dans le Pacifique au cours des 40 dernières années a peut-être été le plus grand affront qui nous ait été fait. Les essais dans l'atmosphère ont fait monter les taux de radiation de façon alarmante. Bien que les protestations des pays de la région aient finalement abouti à ce qu'il soit mis un terme à ces essais il y a plus de 10 ans, des essais continuent à avoir lieu sous le sol de l'atoll de Mururoa, en Polynésie française. Cet atoll et son voisin, Fangataufa, ont maintenant subi près de 100 essais, allant jusqu'à plus de 100 kilotonnes de puissance.

La Nouvelle-Zélande a pu faire rapport au Secrétaire général sur les huit essais menés en 1987. Elle a agi ainsi conformément à la résolution 42/38 C de l'Assemblée, intitulée "Notification des essais nucléaires", adoptée à la quarante-deuxième session. Nous regrettons que ni la France ni, l'Union soviétique exceptée, aucun autre Etat doté de l'arme nucléaire n'ait répondu à la demande de l'Assemblée. Cela étant, nous savons que des armes nucléaires ont fait l'objet d'essais de la part de plusieurs Etats au cours de cette dernière année. Les Etats dotés de l'arme nucléaire, à savoir les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, poursuivent leurs programmes d'essais.

Ils le font bien qu'ils sapent ainsi les efforts visant à mettre un terme à la prolifération des armes nucléaires à d'autres Etats. Ils le font en dépit de l'adoption par l'Assemblée générale l'an dernier de la résolution 42/27, où il était dit d'un traité d'interdiction complète des essais qu'il "revêt la plus haute importance". Cette résolution, dont la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont été les coauteurs, a été adoptée avec l'appui de 143 pays. Jamais auparavant l'Assemblée générale ne s'était-elle prononcée avec tant de clarté à ce sujet.

Dame Ann Hercus (Nouvelle-Zélande)

L'impasse à la Conférence du désarmement sur ce point, le point 1 de son ordre du jour, présente un contraste frappant avec l'opinion de l'Assemblée. Cent quarante-trois Etats Membres ont demandé instamment à la Conférence du désarmement d'"entamer des travaux de fond sur tous les aspects d'un traité d'interdiction des essais nucléaires". Du fait de la position de quelques Etats, ces travaux n'ont pu commencer. Nous allons de nouveau nous porter coauteurs d'une résolution sur la nécessité urgente d'un traité d'interdiction complète des essais. La Nouvelle-Zélande estime, avec la grande majorité des Etats Membres, que la Conférence du désarmement ne devrait pas retarder davantage ses travaux.

L'an dernier, la Nouvelle-Zélande s'est associée à de nombreux autres pays pour se féliciter de l'accord entre les Etats-Unis et l'Union des Républiques socialistes soviétiques afin d'entamer des négociations sur les questions relatives aux essais nucléaires. Toutefois, aujourd'hui comme alors, nous sommes déçus par l'ordre du jour et par le programme des négociations. Nous craignons que des pressions déstabilisantes résultant de la mise au point d'armes nucléaires, facilitées par des essais, ne fassent obstacle au processus de réduction des armements.

Alors que les superpuissances poursuivent leurs négociations visant à réduire dans de grandes proportions leurs stocks d'armes nucléaires, la mise au point de nouveaux systèmes d'armes continue. L'histoire a montré que des négociations en ce qui concerne les armes nucléaires et la mise au point en cours de ces armes ne vont pas bien ensemble. De meilleures garanties de stabilité dans les capacités offensives et défensives doivent être à la disposition des deux parties. Un traité d'interdiction des essais nucléaires contribuera à fournir cette stabilité.

Il contribuera également à empêcher que se poursuive davantage la prolifération des armes nucléaires. Comme beaucoup de nations dans un certain nombre de régions du monde peuvent en témoigner, la préoccupation quant à l'acquisition éventuelle d'une capacité d'armes nucléaires par un Etat voisin peut engendrer des soupçons et l'instabilité régionale. Un traité d'interdiction complète des essais et une adhésion universelle au Traité de non-prolifération (TNP) dissipera de tels soupçons.

Nous entamons maintenant le processus formel aboutissant à la quatrième conférence d'examen du Traité de non-prolifération. Le projet de résolution dont la Nouvelle-Zélande se portera coauteur va être examiné prochainement par l'Assemblée générale. L'Espagne et l'Arabie saoudite viennent chacune d'adhérer au

Dame Ann Hercus (Nouvelle-Zélande)

Traité au cours des 12 derniers mois. Il y a quelques jours seulement, dans le débat général en séance plénière, le Bahreïn annonçait qu'il adhérerait prochainement au TNP. Ces décisions dont nous nous félicitons montrent que le Traité continue de mériter le respect et la confiance des Etats en tant que l'un des traités de limitation des armements les plus importants jamais adopté et en tant que mesure vitale pour établir la confiance.

La confiance en l'absence d'ambitions nucléaires, par un large appui en faveur du TNP et par l'application de garanties internationales, peut faire beaucoup pour faciliter les tensions régionales. Dans certaines régions, les Etats dotés de l'arme nucléaire s'affrontent directement. Leurs ambitions nucléaires respectives ne sont pas autant en question que la façon dont ils gèrent ou contrôlent cet affrontement.

La région Asie-Pacifique en est l'exemple. Le Président de l'Union soviétique a abordé récemment la question de la nature des rapports des Etats dans la région Asie-Pacifique au cours d'un important discours de politique étrangère. Son analyse et ses propositions doivent être examinées de près. Cependant, la Nouvelle-Zélande a noté ce qu'a dit le Président Gorbatchev quant à un mécanisme chargé d'examiner les questions de sécurité régionale. Il faudrait encore accorder beaucoup de réflexion à la nature d'un tel mécanisme. Il serait nécessaire également d'assurer que tous les Etats de la région jouent un rôle dans toute initiative à ce sujet et qu'ils la soutiennent.

Les membres du Forum du Pacifique Sud, y compris la Nouvelle-Zélande, ont déjà jeté des bases solides pour la sécurité du Pacifique Sud. Par l'adoption du Traité de Rarotonga, le Pacifique Sud a été proclamé zone dénucléarisée. Nous avons eu le plaisir d'apprendre récemment que la République populaire de Chine avait ratifié les protocoles aux Traités, devenant le second Etat doté de l'arme nucléaire, après l'Union soviétique, à le faire. Les trois autres Etats dotés de l'arme nucléaire ont refusé jusqu'ici de devenir parties au Protocole. La Nouvelle-Zélande attend avec intérêt le jour où le réexamen du Traité les incitera à ratifier ces instruments.

Dame Ann Hercus (Nouvelle-Zélande)

Les Nations Unies ont récemment beaucoup concentré leur attention sur les questions de sécurité et de désarmement régionaux. Le rôle de l'Organisation a été critique dans la déclaration d'un cessez-le-feu dans la guerre entre l'Iran et l'Iraq et dans le retrait des forces soviétiques de l'Afghanistan. Mais les tensions sont encore très vives dans de nombreuses régions. Les Nations Unies ont montré que, en cas de besoin, elles peuvent contribuer à la recherche d'une solution aux conflits régionaux. Mais les Etats ne peuvent se soustraire à la responsabilité qui leur incombe d'éviter les conflits.

Pour ce faire, on pourrait chercher en priorité à éviter les différends et, le cas échéant, à les régler. On pourrait également s'assurer que les Etats voisins n'ont aucun motif de s'inquiéter des intentions militaires de leurs voisins. Le niveau de leurs forces classiques devrait se limiter à ce qui est nécessaire pour garantir leur défense. Aucun pays ne peut véritablement se permettre une course aux armements classiques avec ses voisins et, moins que tout autre, les pays en développement.

Dans ce contexte, on peut regretter que la Commission du désarmement, aux Nations Unies, n'ait pas progressé vers un accord définitif sur un ensemble de principes de désarmement classique. La réduction et l'éventuelle élimination des armes nucléaires dépendront des réductions asymétriques des forces classiques des principaux blocs de puissances. De même l'élimination de tensions régionales dépendra de la réduction des forces classiques conformément à des principes clairement énoncés et acceptés. La Commission du désarmement a eu l'occasion de commencer à élaborer ces principes, mais nous n'avons pas su la saisir.

La Commission du désarmement n'a pas non plus réussi à convenir de principes en vue de la réduction des budgets militaires bien que le seul point litigieux ait été l'utilisation d'un instrument de publication. La Nouvelle-Zélande est persuadée que les renseignements objectifs fournis en ce qui concerne les questions militaires, y compris les budgets, loin de diminuer la sécurité, la renforcent.

Le Secrétaire général a encore une fois reconnu que, pendant l'année écoulée, on avait eu recours à l'emploi d'armes chimiques dans un conflit régional. La communauté internationale a dénoncé à juste titre cette violation du Protocole de Genève de 1925. La Nouvelle-Zélande a pris des mesures pour veiller à ce qu'aucun produit chimique nécessaire à la fabrication d'armes chimiques ne provienne de notre pays. De toute évidence, tous les pays auraient intérêt à prendre de

Dame Ann Hercus (Nouvelle-Zélande)

semblables précautions. En attendant la conclusion d'une convention interdisant toutes les armes chimiques, les pays devront faire tout leur possible pour empêcher tout nouvel emploi ou prolifération des armes chimiques qui pourrait compliquer les travaux des négociateurs à Genève. Dans l'intervalle, les Etats-Unis ont pris l'initiative de demander une conférence internationale qui réaffirmerait l'interdiction des armes chimiques. Cette initiative est opportune, car il faut répondre à ceux qui, actuellement, violent le droit international.

Au cours des prochaines semaines, la Première Commission examinera et traitera plusieurs questions importantes. Pour nous guider, nous aurions aimé que la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement adopte un document final de consensus. Mais nous sommes persuadés qu'il est possible et souhaitable de tirer partie du bon travail accompli à la session extraordinaire.

En particulier, la Nouvelle-Zélande appuiera fermement la proposition, présentée d'abord à la session extraordinaire, par le Secrétaire, de création d'un groupe de travail chargé d'examiner le rôle que pourrait jouer l'Organisation des Nations Unies dans la vérification des accords de désarmement. Comme l'Organisation a, dans le passé, amplement montré sa capacité dans divers domaines, il conviendra d'examiner de façon approfondie ce qu'elle peut accomplir s'agissant de cette question complexe.

La Première Commission traite des grands problèmes de notre temps : la guerre nucléaire et le désarmement nucléaire, la non-prolifération, la réduction des forces classiques, les conséquences de la course aux armements, la création de zones exemptes d'armes nucléaires et l'emploi d'armes chimiques. La liste ne s'arrête pas là. Certains sujets sont à l'ordre du jour de la Commission depuis bien des années. Le consensus, voire un large accord, sur certains de ces points est peut-être aussi éloigné aujourd'hui que lorsque ces questions se sont posées pour la première fois.

Dans certains cas, cela est dû au fait que la politique est au centre de la division Est-Ouest, aux différentes optiques en matière de sécurité adoptées par les membres des deux blocs armés les plus puissants. Les questions telles que le non-recours en premier aux armes nucléaires et la prévention de la guerre nucléaire en sont des exemples. Dans d'autres cas, une question particulière peut être litigieuse entre le monde développé et le monde en développement. Ou il peut s'agir d'un point litigieux entre voisins proches.

Dame Ann Hercus (Nouvelle-Zélande)

Je ne veux pas dire que la Commission devrait éliminer ces questions litigieuses de son ordre du jour. Beaucoup d'entre elles sont trop importantes pour être rejetées parce qu'elles sont trop difficiles. C'est au contraire à ces questions que nous devrions consacrer la plus grande partie de notre temps car nous devons chercher à surmonter ces divergences.

Mais en tant que seul organe de prise de décisions des Nations Unies en matière de désarmement, la Commission devrait faire plus qu'adopter annuellement des résolutions tendancieuses qui ne reflètent qu'un point de vue et qui ne peuvent prétendre exprimer la volonté de toute la communauté internationale.

Le fait est qu'on présente chaque année trop de projets de résolution à la Première Commission. Certains d'entre eux ne sont pas vraiment justifiés. Je parle de ceux qui sont purement déclaratoires, ceux qui sont tendancieux, ceux qui n'ont pas d'orientation pratique. Le temps de la Commission est trop précieux pour être gaspillé en résolutions de ce type.

Avec un but commun et une volonté concertée, nos décisions ont véritablement du poids, mais lorsque nos décisions reflètent nos divergences elles ne sont pas aussi opérantes. Je suppose qu'elles permettent de mieux définir les points litigieux, mais notre travail est beaucoup plus utile lorsque nous parvenons concrètement à surmonter nos divergences au lieu de nous borner à exposer nos points de vue différents.

A l'appui de cette idée, je me contenterai de citer le dernier rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation. Il dit :

"Les résolutions, quant à elles, ont pour raison d'être de rappeler quels sont les objectifs à atteindre et de faire en sorte qu'ils ne soient pas perdus de vue au milieu d'une foule d'autres sujets de préoccupation. Dans cette optique, elles peuvent devenir un outil indispensable à la réussite des négociations et être perçues comme des résolutions au sens fort du terme, non comme de simples incantations ou des formulations purement théoriques. Mais elles cessent d'être opérantes si elles semblent être autant de déclarations stéréotypées. Il faut donc que, dans tous les camps, les attitudes politiques s'adaptent à cette double exigence : rendre les résolutions plus significatives et leur accorder le respect que mérite l'expression ou le rappel authentique de préoccupations partagées par le plus grand nombre."

(A/43/1, p. 9)

MAG/17

A/C.1/43/PV.3
- 79/80 -

Dame Ann Hercus (Nouvelle-Zélande)

La Nouvelle-Zélande, résolue à faire progresser le processus de désarmement, attend de la Commission des résolutions significatives. Nous fondons nos décisions en faveur d'une résolution donnée sur son utilité tout autant que sur d'autres facteurs.

Dame Ann Hercus (Nouvelle-Zélande)

Je crois que la Première Commission a fait le premier pas en vue d'améliorer l'aspect qualitatif des travaux de la quarante-deuxième session lorsqu'elle a adopté par consensus près de 40 % des résolutions sur les questions liées au désarmement. L'année précédente environ 33 % seulement des résolutions avaient pu être adoptées par consensus. Par ailleurs, l'an dernier la Première Commission a été saisie de 63 projets de décision, contre 68 l'année précédente. Pour la première fois depuis longtemps, les tendances sont donc favorables. J'espère que ces tendances se maintiendront, si l'on recherche énergiquement le consensus sur des textes qui le méritent, et si l'on s'abstient de présenter des textes inutiles.

Nous contribuerons à tout effort tendant à permettre à certaines résolutions qui seront présentées, après avoir fait l'objet de consultations antérieures, de rallier l'appui unanime de la Commission. Nous savons que beaucoup d'autres délégations feront de même. Je me réjouis tout particulièrement des efforts que vous avez faits, Monsieur le Président, pour donner à toutes les délégations plus de temps, dans le cadre de notre programme de travail, pour discuter des projets de résolution et pour rechercher des textes largement acceptables. La sagesse dont vous avez fait preuve dans la préparation des travaux de la Commission nous permet de penser que nous serons en de bonnes mains au fur et à mesure que nous progressons dans l'examen des points de notre ordre du jour. Ce serait un véritable succès si, dans un mois, vous pouviez, Monsieur le Président, résumer nos travaux sur les questions de désarmement en disant que nous avons adopté sans vote au moins la moitié - ou peut-être plus - de nos résolutions.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous en avons terminé avec la liste d'orateurs pour ce matin. Puis-je rappeler une fois de plus que la liste des orateurs pour le débat général sera close demain, mardi 18 octobre, à 18 heures. Comme l'indique le Journal, la réunion du Groupe des Amis du Président aura lieu à 15 heures dans la salle 6. La Première Commission se réunira à 10 heures précises demain matin.

La séance est levée à 12 h 55.